



## Éditorial

La problématique de l'exclusion, de l'exclusivité et de l'intégration forme la trame de ce numéro 40 de *Trace*, coordonné par Dominique Mathieu et réunissant des spécialistes en sociologie et en science politique.

Dans le premier article, Sophie Hvostoff présente l'une des situations où cette problématique est la plus manifeste, en évoquant le cas du Chiapas. À sa suite, Leïla Ben Amor aborde la question de l'intégration nationale à une autre échelle, en mettant à profit son expérience d'analyse de la télévision. En s'intéressant aux politiques de logement social, Emilio Duhau nous fait réfléchir à une des stratégies d'intégration sociale de l'État dans les zones métropolitaines. Dominique Mathieu reste à Mexico pour apporter un éclairage sur la logique de formation des beaux quartiers, tandis que David Dumoulin termine ce dossier en revenant plutôt vers les périphéries, où les politiques de protection des patrimoines naturel et culturel sont actuellement imbriquées.

Ce numéro a été réalisé par le CEMCA dans des conditions particulièrement difficiles. C'est pourquoi nous prions nos lecteurs d'excuser, non seulement le retard de la parution, mais aussi et surtout les éventuelles erreurs et coquilles qui demeureraient après une procédure de révision que nous n'avons pas pu réaliser de manière optimale. \*

*Jérôme Monnet, directeur Cemca*

*dircemca@mx.inter.net*

## Editorial

La problemática de la exclusión, de la exclusividad y la de la integración conforman la trama de este número 40 de *Trace*, coordinado por Dominique Mathieu, que reúne especialistas de sociología y ciencia política.

En el primer artículo, Sofía Hvostoff, cuando evoca el caso de Chiapas, presenta una de las situaciones donde estas problemáticas se manifiestan en forma abierta. A continuación Leïla Ben Amor aborda el tema de la integración nacional, a escala diferente, sacando el máximo provecho de su propia experiencia de investigación sobre la televisión. Con su trabajo referente a las políticas de alojamiento social, Emilio Duhau nos invita a reflexionar sobre una de las estrategias de integración social que el Estado aplica en las zonas metropolitanas. Dominique Mathieu se queda en la Ciudad de México para esclarecernos sobre la lógica de formación de los barrios elegantes, mientras que por su parte David Dumoulin acaba el conjunto regresando más hacia las periferias, donde se imbrican actualmente las políticas de protección de los patrimonios natural y cultural.

El presente número fue confeccionado por el CEMCA en condiciones particularmente difíciles. Rogamos a nuestros lectores disculpen no sólo el retraso de su aparición sino también y principalmente algunos errores y erratas que puedan haber quedado después de nuestras revisiones, ya que éstas no pudieron efectuarse como acostumbramos. \*

*Jérôme Monnet, director Cemca*

*dircemca@mx.inter.net*

## Prologue

### Exclusion, exclusivité et intégration

Transition démocratique marquée par le passage d'un régime néo-populiste aux identités corporatives fortement structurées vers une démocratie de type libéral, nouvelle politique économique marquée également par son libéralisme, il paraît pertinent de poser la question de l'unité de la nation mexicaine après les transformations accélérées auxquelles nous avons assisté. Pour comprendre l'état des choses en matière d'intégration, il semble essentiel non seulement de s'appuyer sur des études empiriques qui nous permettent "d'aller voir", mais aussi de prendre en compte les transformations de l'économie et de l'intervention de l'État (néo-libéralisme, crises financières, redéfinition des tâches de l'État social, etc.). Qu'en est-il de la construction d'une nation commune à tous? Il nous a paru important de projeter quelques coups de phare sur le "travail" de quelques grandes institutions et politiques d'intégration comme le sont l'école ou la télévision, le logement et la ville, mais aussi sur ce qui a changé dans les politiques de développement et ce que signifient les nouvelles formulations en termes de développement durable.

On peut se demander en effet comment l'État, qui se modernise (changement de rationalité), compte régler les problèmes d'intégration et de développement social et économique d'une société multi-ethnique et largement inégalitaire. D'une manière générale: au moment où changent les politiques économiques et sociales, où s'impose relativement une "pensée unique" qui tend à discréditer pour l'instant toute pensée forte sur le développement et où la somme des intérêts privés tient lieu d'intérêt public, l'imposition et la planification tombent sous la critique; déconstruction de rigidités héritées de périodes révolues et laisser-faire deviennent les maître mots du développement. L'acculturation, imposition des normes et valeurs des groupes dominants de la culture occidentale, contrôlée et planifiée, est remplacée par un multi-culturalisme moins onéreux et faisant la place belle aux ONG ou aux nouvelles élites ethniques rompues aux techniques douces, et bon marché, d'acculturation. En matière d'indigénisme, on semble effectivement être passé de l'intégration non discriminatoire à la participation des

Indiens à la définition de leur développement. L'idée de l'autodétermination fait actuellement son chemin au moment où les élites, largement acculturées, des groupes ethniques prennent en main la définition de leur propre destinée, ne faisant plus courir de risques majeurs d'éclatement à l'unité de la Nation.

Peut-on dire que l'État, en ce début de siècle, au nom d'échecs du passé et d'intérêts moins avouables comme celui de faire l'économie de politiques sociales dispendieuses, et sous la pression de l'idéologie dominante au niveau international, élabore et justifie de nouvelles politiques d'exclusion? Il ne s'agit pas de proposer un bilan des transformations profondes des années néo-libérales en termes d'intégration / exclusion, nous n'en avons pas la place ici et ce travail reste largement à faire. Il eut fallu également inviter des économistes pour qu'ils nous soumettent leurs analyses sur les processus en cours et notamment sur le fait que les hausses de productivité constatées ne se répercutent pas sur les salaires et n'entraînent donc pas pour l'instant de processus de développement réel. Car la vulgate néo-libérale, qui a gagné du terrain lors des trois derniers sexennats, remettant en cause les droits syndicaux (comme dans le cas des *maquiladoras*) et, favorisant le maintien de bas salaires, d'avantages fiscaux, de faibles formations pour la main d'œuvre, repose la question d'un véritable processus de développement mais aussi des accompagnements sociaux de ces politiques économiques (*cf.* le "libéralisme social").

De la même manière, les politiques culturelles et scolaires paraissent manquer d'ambition. La faible diffusion de produits culturels de qualité, les moyens tout aussi faibles de l'institution scolaire principalement publique et entre autres dans sa vocation de formation de citoyens autonomes et critiques, l'offre télévisuelle de produits populistes, l'entrée en action de la manipulation des choix et décisions par les sondages; de nombreux indices semblent concourir à manipuler et à conserver les esprits dans une situation de dépendance.

Qu'en est-il de l'intégration urbaine? Les processus formels institués par la transition cachent mal le manque de moyens les accompagnant. La fin de la "politique" d'accession des pauvres au sol urbain par les processus irréguliers et informels ne semble pas être relayée par une politique formelle à la hauteur des besoins.

Ainsi nous nous demanderons si accorder des "formes" d'autodétermination aux populations marginalisées, voire aux classes moyennes, n'est pas une manière de maintenir le statut d'exclus de l'intérieur et de les condamner, un peu à la manière des Indiens des réserves, à conserver une identité à condition d'accepter de mourir de faim.

Il n'est pas étonnant que les "avancées" constatées de la "démocratie" dans de nombreux domaines paraissent faire écho aux insuffisances de l'État et notamment aux retards pris dans la construction de l'État social. On le sait: les politiques d'intégration se posent de manière différente et ne trouvent pas les mêmes solutions dans les pays du Tiers Monde et cela donne souvent matière à émerveillement de la part des analystes du phénomène dans les pays riches. Une sorte d'inventivité, de bricolage politi-

co-administratif, d'informel, de flexibilité se développent dans les interstices des interventions de l'État et notamment dans les "manques" d'État; mais pour être plus précis, car ceci est probablement une vision ethnocentrique, faudrait-il dire: cette gestion des rapports et des conflits sociaux, de la pauvreté et des besoins s'invente au quotidien, au sein des réseaux primaires de solidarité que sont les réseaux familiaux (et parfois communautaires) ou au sein de réseaux plus modernes constitués par ce que l'on appelle les mouvements sociaux. L'on sait également que ces derniers, qui proposent une gestion alternative des rapports sociaux, de nouveaux types d'encadrement des pauvres, ont vocation à s'institutionnaliser et donc à élargir le domaine de l'intervention publique. Toute la question est de savoir si dans le cas des pays du Tiers Monde, et en cette période de domination idéologique neo-libérale de désengagement de l'État, cette institutionnalisation se fera ou si l'on assiste à la naissance de systèmes de gestion sociale plus souples, contractuels et précaires avec vocation à durer. Ce mode de gestion, non universel, parfois communitariste, segmenté, sonnerait le glas d'un certain mode d'intégration politique. Nous n'aurions plus, dans ce cas là, cette forme d'intégration comprise comme une forme d'insertion à la société nationale, cette construction d'un État où l'unité (individu, groupes particuliers...) a une conscience du tout, se pense comme un élément de l'ensemble, mais à un autre modèle explicitement beaucoup plus excluant où chacun est prié de "s'en sortir seul", de "nager ou de couler", tout en mettant en place un système répressif beaucoup plus dur pour ceux qui "coulent". Il faut souligner que l'importation plus ou moins en fraude de ce modèle, dont on reconnaîtra l'origine, et avec la complicité d'une bonne partie du personnel politique, n'est bien entendu ni une exclusivité du Mexique ni le seul modèle possible, même s'il paraît s'imposer aux majorités sous l'effet d'un fantastique travail de promotion.

Le système d'intégration que l'on paraît enterrer n'était pas parfait comme chacun le sait. Il a très certainement été particulièrement féroce envers les minorités (notamment ethniques ou régionales). De plus, si les différentes "machines" d'intégration (école, politiques sociales, Église, immigration et intégration en milieu urbain, presse et autres médias,...) ont travaillé, à n'en pas douter, à l'assimilation à un ensemble national, à des schèmes cognitifs partagés peu ou prou à cette échelle, si elles ont peu à peu dissout des cultures et des représentations dans un ensemble national, elles n'ont certainement pas rempli la tâche d'une marche vers plus d'égalité ou vers une "moyennisation" des différents groupes sociaux. Car ces systèmes réaménagent les différents "segments" sociaux tout en créant de nouvelles formes de différenciation. Ils ne fonctionnent pas de la même manière pour tous, ils ne sont d'ailleurs pas les mêmes pour les divers groupes sociaux qui les utilisent différemment: pas la même école, pas la même attente, pas les mêmes débouchés, pas la même ville, pas les mêmes services (parfois même plusieurs territoires d'appartenance pour les immigrés de l'intérieur avec les enjeux matériels et symboliques incompréhensibles pour ceux de la "ville" et qui ne prennent

tout leur sens que lorsque l'on étudie les territoires d'origine), pas la même télévision, pas la même consommation; pas le même logement ni le même accès au logement...

Aussi peut-on dire tout au plus que les différents groupes sociaux partagent quelques éléments de la grammaire des rapports sociaux.

Ce dernier échec est cependant probablement la raison principale des facilités de pénétration du modèle néo-libéral: comment en effet défendre un État social universel lorsque l'on n'a pas encore véritablement, dans le cas du Mexique, goûté à ses bienfaits? \*

*Dominique Mathieu, coordonnateur du numéro*  
*[dmathieu@univ-tlse2.fr](mailto:dmathieu@univ-tlse2.fr)*



## Prólogo

### Exclusión, exclusividad e integración

Transición democrática marcada por el paso de un régimen neopopulista –con identidades corporativas fuertemente estructuradas– hacia una democracia de tipo liberal y nueva política económica, igualmente marcada por su liberalismo: hoy parece pertinente cuestionarse sobre la unidad de la nación mexicana después de estas aceleradas transformaciones que hemos presenciado... Para entender el estado de las cosas en lo referente a integración consideramos esencial no sólo aquellos estudios empíricos que nos permitan “dar un vistazo”, sino además el análisis de las transformaciones de la economía y de la intervención del Estado en las etapas sucesivas (neoliberalismo, crisis financieras, redefinición de las tareas sociales del Estado, etc.). ¿Cuál es la evolución de la construcción de una nación común a todos? Nos ha parecido importante proyectar los reflectores sobre el “trabajo” de ciertas grandes instituciones y de ciertas políticas de integración, como pueden ser el sistema educativo, la televisión, el alojamiento y la ciudad, pero también sobre lo que ha cambiado en materia de política de desarrollo y sobre lo que significan las nuevas formulaciones en términos de desarrollo sustentable .

Podríamos preguntarnos, en efecto, cómo el Estado, al irse modernizando (cambios de racionalidad), piensa solucionar los problemas de integración y de desarrollo social y económico de una sociedad multiétnica y profundamente desigual. De forma general: en el momento en que cambian las políticas económicas y sociales, cuando se impone relativamente un “pensamiento único” que tiende a desacreditar por el momento cualquier pensamiento fuerte sobre desarrollo y cuando el conjunto de intereses privados desplaza al interés público, por fuerza la imposición y la planificación caen al terreno de la crítica; dismantelamiento de rigidez heredada de periodos ya rebasados y *laisser-faire* se convierten en premisas maestras en lo referente a desarrollo. La aculturación –imposición de normas y valores de los grupos dominantes de la cultura occidental–, controlada y planificada, va cediendo el lugar a un multiculturalismo menos oneroso gestionado por las ONG y las nuevas élites étnicas expertas en técnicas suaves y poco costosas de la misma aculturación. De hecho en apariencia, en lo que respecta a indigenismo, se



habría pasado de una integración no discriminatoria a la invitación de que la población india defina su propio desarrollo. La idea de la autodeterminación va caminando en un momento en el cual las élites de los grupos étnicos toman en sus manos la definición de su propio destino, sin hacer correr mayores riesgos de estallido de la unidad de la Nación, ya que se encuentran aculturadas.

¿Sería posible afirmar que, en estos comienzos de siglo, el Estado, con el pretexto de los fracasos del pasado, con otros intereses menos confesables como el de realizar economías en ciertas políticas sociales dispendiosas y también por la presión de la ideología dominante a nivel internacional, elabora y justifica nuevas políticas de exclusión? Desde luego no podríamos proponer un balance de las profundas transformaciones de los años neoliberales en términos de integración / exclusión, ya que para empezar no habría espacio suficiente en la revista para ello y por otra parte es éste un trabajo aún por realizar; para lograrlo habría sido necesario invitar a los economistas y sus propios análisis sobre los procesos en curso, especialmente sobre el hecho de que las reales alzas de productividad no tienen repercusiones sobre sueldos por ejemplo, por lo que por el momento no generan procesos de desarrollo reales. Es un hecho, la corriente neoliberal –que ha ganado terreno estos tres últimos sexenios al volver a replantear los derechos sindicales (recordemos el caso de las maquiladoras), al favorecer la permanencia de los bajos sueldos, de prerrogativas fiscales, de exiguos adiestramientos de la mano de obra...– paraliza un verdadero proceso de desarrollo así como también todo lo que acompañaría en lo social a esas políticas económicas (*cf.* el “liberalismo social”).

Junto a esto, las políticas culturales y educativas siguen sufriendo de un impulso bien apagado. La débil difusión de los productos culturales de calidad, los medios igualmente flojos de la institución escolar, en especial de la pública –sobre todo en lo referente a la formación de ciudadanos autónomos y críticos– la oferta televisiva de productos populistas, la entrada en acción de la manipulación de elecciones y decisiones por los sondeos...: numerosos aspectos parecen confluir a la manipulación y a mantener los espíritus en una situación de dependencia. ¿Qué sucede con la integración urbana? Los procesos formales instituidos por la transición esconden mal la falta de medios que los acompañan. Al final la “política” de acceso de los pobres al suelo urbano con procesos irregulares e informales no parece ir siendo reemplazada por una política formal a la altura de las necesidades.

Entonces habrá que preguntarse si acordar “formas” de autodeterminación a los marginados, incluso a las clases medias, no es una manera de mantener el estatus de excluidos de interior, y de condenarles, un poco a la usanza de las reservas indias, a conservar una identidad con la condición de aceptar morir de hambre.

No es de extrañar que las “avanzadas” reales sobre “democracia” en numerosos aspectos parezcan hacer eco a las insuficiencias del Estado y en particular a los retrasos de la construcción del Estado social. Es conocido que las políticas de integración son

planteadas de forma distinta y no llegan a las mismas soluciones en los países del Tercer Mundo, lo cual a menudo genera el asombro de los analistas del fenómeno en los países ricos. Asoma un algo de inventiva, de reparaciones político administrativas, de informal, de flexibilidad en las articulaciones de las intervenciones del Estado y aún más en sus “fallas”; para no quedarnos sólo con una visión etnocéntrica, sería preciso ampliar que esta gestión de las relaciones y de los conflictos sociales, de la pobreza y de las necesidades va creándose en lo cotidiano, en las redes primarias de solidaridad –las redes familiares (a veces las comunitarias)– o en otras redes más modernas que son los movimientos sociales. Ciertamente es que estas últimas redes proponen una gestión alternativa de relaciones sociales, de nuevas clasificaciones de la pobreza y que tienen vocación a institucionalizarse y a ampliar así la intervención pública. Se trata de averiguar si, en el caso de los países del Tercer Mundo y en este periodo de dominación ideológica neoliberal, de falta de compromiso del Estado, esta institucionalización podrá llevarse a cabo realmente o si sólo estamos frente al surgimiento de sistemas de gestión social más flexibles, pactados y precarios aunque con aspiraciones de perdurar. Esta forma de gestión, no universal, a veces comunitarista, segmentada, acabaría con un cierto modo de integración política. Y en este caso no estaríamos frente a una integración que comprendería la inserción a la sociedad nacional, esa construcción de un Estado en donde la unidad (individuo, grupos particulares...) tiene conciencia de todo y se concibe como un elemento del conjunto, sino frente a otro modelo explícitamente mucho más excluyente donde a cada uno se le exige que “se las arregle”, que “salga a flote o se hunda”, a la vez que se instaura un sistema represivo mucho más duro para quienes se “hunden”. Es necesario subrayar que la importación más o menos fraudulenta de este modelo –cuyo origen es fácilmente reconocido– con la complicidad de una buena parte del grupo político, no es, claro, obra exclusiva de México, ni es éste el único modelo posible, incluso si en apariencia haya sido impuesto a las mayorías con la ayuda de un fantástico trabajo de promoción.

El sistema de integración, que ahora ya parece enterrado, no era perfecto como saben muchos; en particular fue terrible para las minorías (étnicas o regionales). Por otra parte, si bien las diferentes “herramientas” de integración (escolaridad, políticas sociales, Iglesia, inmigración e integración al medio urbano, prensa y otros medios de comunicación...) han trabajado, sin duda, en pro de la asimilación a un conjunto nacional, a esquemas cognitivos compartidos poco o mucho a esta escala; si bien ellas han disuelto poco a poco culturas y representaciones en un conjunto nacional, ciertamente no han logrado construir una vía hacia una mayor igualdad o hacia una “medianización” de los diferentes grupos sociales, ya que esos sistemas reorganizan a los diferentes “segmentos” sociales creando nuevas formas de diferenciación: no funcionan de la misma manera para todos, no son por otra parte los mismos para los diversos grupos sociales que los utilizan en forma distinta; no constituyen ni la misma escolaridad, ni los

mismos periodos de espera, ni los mismos empleos, ni la misma ciudad, ni los mismos servicios (son incluso a veces diferentes territorios de pertenencia para los inmigrados del interior quienes presentan bagajes materiales y simbólicos incomprensibles para los "ciudadinos" sin el contexto de sus lugares de origen...), ni son la misma televisión, ni las mismas formas de consumo, ni el mismo alojamiento, ni siquiera son las mismas oportunidades de acceder a ese alojamiento... Podemos afirmar que, cuando mucho, los diferentes grupos sociales comparten entre sí algunos códigos del tejido de las relaciones sociales.

En este último fracaso radica entonces probablemente la razón principal de las facilidades de penetración del modelo neoliberal: ¿cómo, en efecto, defender un Estado social universal cuando todavía no se goza, al menos en el caso de México, de sus beneficios? \*

*Dominique Mathieu, coordinador del número*  
*dmathieu@univ-tlse2.fr*

